

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Boutin - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

16^e ANNEE - N° 286
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
24 mars - 6 avril 79

Le socialisme est internationaliste et international ou il n'est pas

Ce n'est ni un hasard ni un paradoxe si le fléau cruel d'une nouvelle guerre s'est abattu sur la péninsule indochinoise, théâtre durant tant d'années d'événements tragiques que les prolétaires et les exploités de tous les pays ont suivis avec sympathie et solidarité. Ce n'est pas un mystère indéchiffrable si des deux côtés des deux fronts de cette guerre on a retrouvé comme chair à canon et sous les obus les peuples mêmes — vietnamiens et cambodgiens — qui avaient été les protagonistes héroïques de la victoire sur le géant impérialiste américain et le peuple qui avait été le premier, il y a cinquante ans, à lever en Asie le drapeau de la lutte contre les vieilles classes dominantes asservies à l'impérialisme, le peuple chinois.

C'est que si les peuples d'Indochine et, auparavant déjà, de la Chine ont bien brisé le joug d'une colonisation et d'une exploitation séculaires, contribuant ainsi puissamment à l'ébranlement de l'ordre constitué international, ils n'ont nullement « construit le socialisme » — comme on l'a fait croire à eux et aux prolétaires du monde entier. Ce qu'ils ont construit, ce sont des Etats nationaux, bases à leur tour du développement et de l'expansion de capitalismes nationaux et donc d'antagonismes nationaux, et donc de contestations de frontières et de querelles de marchés.

Héritiers de la théorie du « socialisme dans un seul pays », importée de Moscou comme « découverte géniale » de Staline (ou de Pékin comme contribution personnelle de Mao) ou encore comme mise à jour et perfectionnement du marxisme, leurs partis soi-disant communistes ont camouflé sous une fausse étiquette socialiste le processus de transformation économique et donc d'industrialisation accélérée des pays respectifs. Ce processus était historiquement nécessaire en tant que prémisses de la naissance d'un prolétariat moderne et de l'explosion de la lutte de classe dans une zone immense de la planète, et dans cette mesure il devait être salué et favorisé. Mais il ne pouvait et ne pourra jamais dépasser les limites étroites que l'histoire assigne au mode de production et à la société bourgeoise. Une fois cet objectif atteint, ces partis ont montré ce qu'ils étaient en réalité : non pas les instruments d'un rapprochement fraternel

des peuples de l'Asie du sud-est, fiers de mettre leurs ressources en commun pour avancer vers le socialisme et d'offrir le meilleur de leurs forces à la cause de la révolution prolétarienne internationale, mais les instruments de la compétition de jeunes bourgeoisies voraces, avides de se frayer un chemin dans le monde, et bien décidées à s'ouvrir ce chemin comme c'est l'usage parmi les bourgeois sur le dos des autres et à coups de canon, prêtes à se disputer telle position stratégique, telle source de matières premières ou tel coin de terre fertile.

CAMARADES,

La tragédie chinoise, vietnamienne, cambodgienne, qui est venue s'ajouter à la tragédie russe, fait partie d'une seule et grande tragédie, celle qui s'est abattue sur la classe ouvrière de tous les pays. Dans cette tragédie les prolétaires qui, selon le Manifeste des Communistes de Marx et Engels, « n'ont pas de patrie », ont été appelés à construire et à défendre leur patrie, entourée de frontières sacrées et inviolables et opposée aux patries des autres. Dans cette tragédie, les prolétaires qui, selon le même Manifeste, n'ont « dans leur lutte pour le renversement violent de tout l'ordre social existant, rien à perdre en dehors de leurs chaînes », ont été au contraire « éduqués » à vénérer comme un don du ciel les chaînes du travail salarié, de la marchandise, de la monnaie, de l'usine qui suce leur sueur et de la nation qui suce périodiquement leur sang, de la fiction démocratique qui prétend qu'ils sont égaux et frères de leurs exploités. Ils ont été dressés à voir dans ces chaînes autant de conquêtes « socialistes ». Dans cette tragédie on a arraché du cœur et de l'esprit des prolétaires jusqu'au souvenir de ce qu'est le socialisme révolutionnaire qui, selon les paroles de Marx, ne peut être que « la déclaration de la révolution en permanence, la dictature de classe du prolétariat comme point de passage nécessaire pour l'abolition des différences de classe en général, pour l'abolition de tous les rapports de production fondés sur elles, pour l'abolition de tous les rapports sociaux qui correspondent à ces rapports de production, pour le renversement de toutes les idées qui naissent

(Suite p. 3.)

Réunions publiques

● BORDEAUX

le vendredi 30 mars, à 20 h 30
Amphithéâtre Leroux
Faculté Pasteur - Cours Pasteur.

**Pour la défense
du prolétariat contre
l'offensive bourgeoise**

● AMIENS

Le mercredi 4 avril, à 20 h 30
Salle Dewailly,
place Louis-Dewailly

**La classe ouvrière
et l'Iran**

● PARIS

Le samedi 7 avril, à 14 h
AGECA, 177, rue de Charonne
(métro Alexandre-Dumas)

**Non au contrôle
de l'immigration !**

Sur la question des « libertés politiques » dans la lutte prolétarienne

Ce qu'attend le marxisme des révolutions bourgeoises, c'est qu'elles préparent le terrain de la révolution communiste. Elles le font sur le plan économique, en favorisant le développement des forces productives — et en premier lieu le prolétariat — ce qui a pour conséquence d'élargir au maximum le terrain de l'affrontement des classes modernes. Sur le plan politique leur tâche est de débarrasser au maximum le champ de bataille de tous les vieux

C'est la raison pour laquelle le prolétariat lutte dans la révolution antiféodale pour les mesures les plus énergiques et les plus radicales, qui éliminent les vieux rapports juridiques et assurent la participation la plus large des masses à la lutte politique.

C'est en particulier le cas des fameuses revendications dites « démocratiques » qui recouvrent une vaste gamme de questions : celle de la « souveraineté populaire » qui concerne la participation des larges masses à l'Etat et, en particulier, l'armement des masses, le suffrage universel, la revendication de la république et les rapports entre la centralisation de l'Etat et les organes locaux; celle de l'« égalité politique » susceptible d'entraîner les plus larges masses dans la lutte politique; celles des « libertés politiques » (réunion, presse, association) qui assurent la plus grande ampleur au mouve-

ment social, problème qui entre directement dans notre sujet.

Toutes ces revendications sont des revendications bourgeoises classiques, caractéristiques de la révolution bourgeoise, des revendications que la bourgeoisie rassemble sous le terme de « démocratie » et qu'elle présente comme l'idéal à atteindre, le fin du fin de la lutte politique. Dans la fiction démocratique, la réalisation de ces revendications devrait assurer le pouvoir du « peuple » et par conséquent donner en même temps la solution de la « question sociale ».

Naturellement, le prolétariat détruit cette fiction : pour lui l'accomplissement de ces mesures n'est nullement un but en soi. Comme l'expliquait le marxisme dès sa naissance en prenant l'exemple de l'Angleterre : « La démocratie vers laquelle l'Angleterre s'achemine, c'est la démocratie sociale. Mais la démocratie est incapable de remédier aux maux so-

ciens. L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général. Cette phase n'est donc qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique — celui du socialisme » (1).

Telle est la conception caractéristique du marxisme. Lénine ne fait que la reprendre dans *L'Etat et la révolution* en particulier quand il tire les leçons de la Commune de Paris : « Ainsi la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie « simplement » plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires

(Suite page 4.)

Elaboration fébrile de « nouveaux types de développement » par le réformisme politique et syndical

Contre toutes les variantes du social-impérialisme

L'une, qui revendique la nécessité de la *destruction révolutionnaire violente* du capitalisme, reconnaît dans les luttes immédiates l'« école de guerre du communisme » et la voie de la *mobilisation de classe* du prolétariat, dans la mesure où « leur acquis durable est l'union grandissante des ouvriers de façon radicale, par-delà toute considération de « réalisme » bourgeois.

L'autre tendance prétend faire l'économie de la révolution et trouver des « solutions » à la crise de la société sans toucher aux fondements de l'économie capitaliste, le *salariat* et le *marché*. Elle englobe les revendications partielles et immédiates dans un projet de développement harmonieux de l'économie capitaliste et, précisément pour cela, *freine* les luttes et *soumet* les besoins des prolétaires aux exigences de ce développement.

Si quelqu'un avait encore des illusions sur le « radicalisme » de la CFDT, son récent « document de travail » devrait suffire à les dissiper. A la grande satisfaction des *Echos* (6 février 1979) qui louent son « réalisme », ce texte affirme en effet que « si la base de notre démarche est bien de partir des aspirations et des revendications des travailleurs, cela ne signifie pas que l'organisation syndicale doit limiter son action et ses propositions au seul champ de l'action revendicative traditionnelle ; l'organisation syndicale ne s'interdit rien. La démarche peut aller jusqu'à la revendication sur le terrain économique ou industriel si c'est la voie de la mobilisation et de l'efficacité ».

Le PCF saute évidemment sur l'occasion : « Derrière l'agressivité verbale d'Edmond Maire ne faut-il pas voir les tentatives pour imposer une politique de collaboration de classe ? », se demande l'*Humanité* du 13 février 1979. Mais en réalité, dans le domaine de la collaboration de classe comme dans celui du patriotisme, le PCF n'a, comme il dit, « de leçons à recevoir de personne » ! Cela fait

Les premières secousses de la crise capitaliste et les efforts de la bourgeoisie pour les surmonter ont produit une aggravation notable des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Du coup les prolétaires, que certains prétendaient définitivement embourgeoisés, se sont trouvés et se trouveront toujours davantage contraints de reprendre le chemin de la lutte de classe, serait-ce au niveau le plus élémentaire. Il est clair cependant, et finalement reconnu par tous les courants politiques et syndicaux, que la lutte immédiate contre les effets du capitalisme est impuissante à la longue. Deux tendances s'affrontent alors.

des décennies qu'il « part » des revendications des travailleurs pour les dévoyer dans un programme de « bon » fonctionnement économique, industriel et même politique du capitalisme national. Ce qui oppose le PCF au PS, la CFDT à la CGT, ce sont simplement deux façons différentes de concevoir la meilleure manière de sauver le capitalisme français, la meilleure manière d'intéresser les ouvriers à ce sauvetage et les y faire participer. En fait, ils se partagent simplement le travail.

PS et CFDT appellent les prolétaires à soutenir ou même à « revendiquer » le développement du capitalisme sous ses formes les plus modernes, parce qu'il va dans le sens de l'histoire. Ainsi, le document de la CFDT est favorable au développement des échanges parce que « c'est l'échange qui crée les conditions d'unité de la classe ouvrière européenne, même si cet échange est de fait organisé par des Etats et des entreprises qui ne poursuivent pas nos objectifs ».

En réalité, si les échanges et le brassage des prolétaires sont effectivement une condition favorable à la constitution de l'unité internationale des prolétaires, ils ne la produisent pas mécaniquement. Il y faut de plus l'intervention d'une force politique de classe qui arrache les prolétaires au chauvinisme encouragé par la concurrence inhérente à ces échanges, et cette force ne peut le faire qu'en dénonçant les illusions d'un état d'équilibre de l'économie nationale. La CFDT, elle, rêve d'un tel équilibre, et prêche le contrôle de l'immigration, combattant ainsi par sa propagande l'effet objectivement favorable du capitalisme : il n'en reste plus, alors, que ce qui est utile au capital ! De la même façon, elle appelle les prolétaires à soutenir et à « revendiquer » la

compétitivité des entreprises nationales, en leur laissant espérer les miettes de leur prospérité. Elle va très loin dans cette « prise en charge » de l'économie capitaliste, puisque le document affirme : « Aujourd'hui, la véritable compétitivité consiste à vendre bien, mais souvent cher, ce que les autres ne sont pas capables de créer et de produire. La clé du succès consiste en trois qualités : la spécialisation qui permet d'être parmi les seuls à fournir un certain matériel ou certains types de produits ; la souplesse qui rend capable de changer très vite et de s'adapter à l'évolution de la demande ; le financement qui rend possible la recherche, le goût du risque, et l'établissement de réseaux de vente ». Qui dit mieux ?

Derrière cette position il y a une vieille idée : plus le capitalisme se développe, plus il va vers le communisme. C'est une caricature mécaniste du marxisme. Le développement capitaliste pousse effectivement au communisme, mais dialectiquement, a contrario, non pas parce que les contradictions de la société capitaliste s'atténueraient et que celle-ci tendrait progressivement vers le socialisme, mais parce que ces contradictions deviennent toujours plus violentes et explosives, appelant objectivement leur résolution par la révolution prolétarienne.

C'est pour cela que les communistes ne peuvent pas s'opposer à l'évolution du capitalisme : non seulement il est absurde de vouloir revenir à des stades capitalistes qui ont déjà montré où ils mènent, mais cela reviendrait à souhaiter une atténuation des conflits sociaux renvoyant la révolution à jamais. A l'horreur petite-bourgeoise des monopoles rêvant d'un retour au « libéralisme », Lénine oppose la revendication révolutionnaire : par-delà les trusts vers le socialisme !

Mais c'est pour cela aussi que les communistes ne peuvent pas adhérer à l'évolution capitaliste et la revendiquer : cela empêcherait la constitution du prolétariat en force autonome, le rendrait solidaire du capitalisme et l'empêcherait de tirer profit des acquis positifs du développement capitaliste. C'est bien ce que fait la CFDT qui incite les prolétaires à soutenir la dynamique même du capitalisme, au point que ses « revendications » finissent par épouser les plans du grand capital.

Le PCF a évidemment beau jeu de dénoncer cette orientation, mais ce qu'il lui oppose, c'est le refus de l'évolution du capitalisme ; c'est la lutte contre les monopoles et l'apologie du capitalisme pré-monopoliste, le refus de l'insertion croissante dans le marché mondial et l'apologie d'une espèce d'autarcie.

Le PCF voit rouge, pardon, il voit bleu-blanc-rouge quand on lui montre que la sidérurgie française n'est pas compétitive : n'importe, dit-il, l'acier est utile, on n'a pas besoin de l'exporter, il n'y a qu'à le manger sur place. Mais, pour pouvoir « produire français pour consommer français », la propagande ne suffit pas : il faut protéger le marché national contre la concurrence « sauvage » des autres capitalismes.

C'est ainsi que *Economie & Politique* (n° 13, mai 1978) prône « l'intervention explicite des pouvoirs publics dans la réglementation des échanges soit pour éviter les importations mettant gravement en cause les productions nationales soit pour œuvrer dans un sens positif (?) afin d'assainir les conditions de concurrence ». Car une part croissante « du marché intérieur est couverte par les importations (...). Cette substitution d'importations à la production nationale fait que la France est de plus en plus dépendante de l'extérieur [et] c'est aussi une réalité catastrophique pour la France et les travailleurs », dit le PCF. Lui, rêve d'« assurer la cohérence de la structure industrielle française » et reproche au « pouvoir » de « tout axer sur les exportations ».

(suite page 8)

Session parlementaire et négociations truquées...

Exutoires et pare-feu devant la colère ouvrière

Tandis qu'avec le « courage syndical » que le CNPF et Barre ne cessent d'encenser, les bonzes de tous grades, Séguy compris, s'employaient localement à jeter de l'eau sur les foyers d'incendie du Nord et de l'Est, la bourgeoisie et ses larbins se hâtaient, au niveau central, de sortir et de rafraîchir leurs paravents habituels contre les orages sociaux, tenus en réserve depuis 78 : session parlementaire, commission d'enquête sur l'emploi (sans rire...), négociations non-stop et promesses de négociations.

Mais les temps sont durs malgré tout pour les adorateurs du parlement, y compris ceux de l'« extrême » gauche qui s'évertuent encore à faire du Palais-Bourbon le terme naturel et suprême de la lutte sociale. Tout en montant, à coups d'intrigues dans la majorité et de querelles de boutiquiers dans l'« opposition », la comédie de la session parlementaire « extraordinaire », la bourgeoisie ne prenait même pas la peine de donner à la représentation un minimum de crédibilité. Même les informations les plus officielles ont laissé entendre à leurs auditeurs cette phrase limpide : « Le Parlement a retrouvé sa fonction d'EXUTOIRE des luttes sociales » (Europe N° 1, 3-3-79). Toutefois, l'extrême gauche parlementaire n'a pas perdu l'occasion de redorer, sinon le parlement (affaire difficile en l'occurrence, mais on se rattrapera avec l'Europe !), au moins le blason de l'« opposition », partenaire essentiel de la farce. Ainsi Lutte Ouvrière du 17 mars 1979, se bouchant les oreilles aux vibrants appels électoraux du PCF pour les cantonales, ne craint pas d'écrire servile-

ment : « Finalement, c'est Marchais qui a raison lorsqu'il déclare que les travailleurs n'ont d'autre moyen que de prendre le chemin de la rue [NdR : il a dit « de la rue », pas des commissariats !], que « la voie de la lutte est bien celle de l'efficacité, et quand il avertit qu'il ne pourra longtemps ignorer la colère qui monte ». Voilà Messieurs les pacifistes-chauvins promus au rang de phares des luttes ! Cela doit bien étonner, entre autres, les ouvriers en lutte de Longwy, Saint-Etienne et autres municipalités de gauche, qui ont trouvé devant leurs élan de colère les écharpes tricolores et les appels au calme de ces bons bergers...

Pendant ce temps, les patrons de la sidérurgie lâchaient en une nuit les concessions « impossibles » la veille, quitte à les reprendre par petits bouts, et à annoncer ailleurs (à Sacilor) 8.500 licenciements dès que la pression semblait retomber. Ce qui prouve que seule la lutte peut arracher quelque chose, même dans le cadre de négociations destinées à relever le prestige défaillant des syndicats. Par ailleurs, le CNPF et les syndicats bouclaient en hâte, grâce au feu vert gouvernemental retardé jusque-là, un accord « historique » sur l'indemnisation du chômage, salué par tous les partenaires (bizarre !) comme un grand pas en avant. Une « révolution sociale » pour le CNPF, un sujet de satisfaction pour la CFDT plus modeste, bien que l'essentiel de cette « révolution » ait été préparé dans le projet d'accord pondu dans ses bureaux d'étude... Accord sur lequel nous reviendrons, mais dont le sens le plus clair est d'entamer le fragile système

de « garanties » mis au point depuis 1958, lequel freinait encore trop les ardeurs batailles du CNPF dans le « dégraissage », et de revenir sur la concession des 90 % en cas de licenciement économique, au moment où elle risquerait de concerner plus qu'une minorité de travailleurs. Ceci tout en préservant grâce à la signature de tous (y compris la CGT, qui faisait la délicate...) la co-gestion du système, à laquelle le CNPF tient beaucoup... Non contents d'essayer de subordonner les mouvements des travailleurs à l'issue de négociations-bidons, les larbins opportunistes en sont à célébrer avec la bourgeoisie les attaques contre la classe ouvrière...

C'est pourquoi la journée du 23 mars, préparée comme un exutoire de choc par la CGT, ne pourra être pour les participants — à défaut d'un pas en avant réel, qui demanderait une organisation autonome par rapport à l'appareil opportuniste — une occasion de se rencontrer et de faire passer un peu du courant à haute tension qui a animé le Nord et l'Est, que si ceux qui s'y retrouvent refusent de se laisser entraîner derrière les banderoles localistes, régionalistes, chauvines, électoralistes, en un mot hyper-bourgeoises derrière lesquelles la CGT et le PC veulent l'asphyxier ; que s'ils font entendre, malgré et contre les canaliseurs syndicaux et politiques, la voix de la lutte de classe ouverte que la bourgeoisie et l'opportunisme ont reconnue avec indifférence dans les luttes de l'immigration, à Denain, à Longwy ou dans les PTT.

Réunion publique à Lille

Le vendredi 13 avril à 20 h,
Maison de l'Education Permanente
1, place G.-Lyon.

Impérialisme et Immigration

La solide logique bourgeoise de Séguy

« Selon nos analyses, il faudrait porter l'actuelle capacité de production — 30 millions de tonnes — à 35 millions de tonnes ; or le gouvernement prévoit de la ramener à 26 millions de tonnes environ. En clair, la France achèterait encore plus d'acier, alors qu'elle devrait être capable de répondre non seulement aux besoins nationaux mais encore à la demande des pays en voie de développement » (G. Séguy, interview au Nouvel Observateur du 19-3-79).

C'est le même secrétaire général de la CGT qui déclarait récemment au représentant de la confédération japonaise Sohio qu'il était « solidaire des revendications de la Sohio d'une part parce qu'elles correspondent à celles des syndicats européens, d'autre part, parce que leur succès contribuerait à une diminution de l'excédent commercial nippon » (c'est le journal patronal belge L'Echo de la Bourse du 25-1-79 qui rapporte ces propos).

Aux travailleurs japonais de lutter pour exporter moins et aux travailleurs français de profiter de la place ainsi trouvée dans les « pays en voie de développement », sans parler des « chasses gardées » françaises, tel est le mot d'ordre ! Peut-on se vendre davantage à son propre impérialisme ?

Les guerres d'Indochine, test pour l'« extrême gauche »

Nous avons déjà montré dans un précédent article combien l'appréciation donnée par les groupes d'extrême gauche en ce qui concerne les antagonismes qui éclatent aujourd'hui en Indochine était étrangère au marxisme. Mais là où cette appréciation apparaît le plus clairement aux antipodes du marxisme révolutionnaire, c'est dans les positions politiques que ces groupes ont respectivement prises à la suite de l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes d'abord et de l'attaque chinoise contre le Vietnam ensuite. Pour le PCMLF, qui n'y va pas par

Les maoïstes ont choisi leur camp impérialiste

En bon stalinien, le PCMLF n'hésite pas à construire, à l'intention des gouvernements européens, un beau rapprochement entre la lutte anti-soviétique d'aujourd'hui et la lutte anti-fasciste d'hier. « Les gouvernements occidentaux représentant les intérêts des monopoles capitalistes s'imaginent que c'est le début d'une guerre entre l'URSS et la Chine et ils se réjouissent en s'imaginant détourner la menace soviétique de l'Europe de l'Ouest. Mais ils se trompent lourdement comme le firent avant eux les Dalaïer et les Chamberlain qui voulaient pousser l'Allemagne hitlérienne contre l'URSS pour tirer les marrons du feu » (HR-bimensuel n° 45 du 10-1-79). Il est tout à fait naturel, dans ces conditions, que le PCMLF ait pu aller jusqu'à justifier l'agression chinoise.

Avec une franchise qui frise le cynisme, ce groupe présente une position ouvertement chauvine devant la menace d'une troisième guerre impérialiste : l'URSS d'aujourd'hui représentant l'Allemagne nazie, la Chine qui représente l'URSS d'hier aura donc à s'allier avec l'Europe contre l'agression du social-impérialisme soviétique. Et comme c'est un jeu d'enfant que de deviner de quel côté seront les Etats-Unis, les maoïstes finiront par se ranger de manière ouverte dans le camp de la prétendue défense des « droits de l'Homme ».

Le PCR, quant à lui, s'indigne que la sacro-sainte souveraineté d'un pays indépendant, en l'occurrence le Cambodge, ait été bafouée. Ce qui inquiète ce groupe, ce n'est pas que l'union du prolétariat et des masses exploitées de l'Indochine soit

quatre chemins, l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne ne s'explique que dans le cadre de l'« offensive soviétique » et il en profite pour lancer un appel à la défense de l'Europe :

« Ne l'oublions pas, écrit HR du 19-1-79, c'est l'Europe que l'URSS espère un jour pouvoir tenir à sa merci, ainsi pourrait-elle mettre à genoux les Etats-Unis. La mise en place de ses dispositifs stratégiques, que ce soit en Afrique, aux abords de l'Iran ou en Asie du Sud-Est, nous concerne donc au premier chef même si ces régions sont fort éloignées de nous. »

retardée par l'intervention et l'oppression étatique de la bourgeoisie vietnamienne. Ce qui l'inquiète plutôt, c'est que l'URSS puisse contrôler le détroit de Malacca, ce qui lui permettrait de menacer l'approvisionnement en matières premières, pétrole notamment, du Japon allié à la Chine, et de couper ainsi le passage des flottes japonaises et occidentales entre le Pacifique et l'Océan Indien.

D'ailleurs le PCR n'hésite pas, comme s'il voulait prouver encore plus sa servilité devant le camp impérialiste occidental, à citer l'appel, en l'approuvant, du gouvernement déchu du Cambodge qui met en rapport l'agression vietnamienne et la remise en cause de la stabilité du Sud-Est asiatique (voir à ce sujet *Le quotidien du peuple* du 5-1-79).

La servilité du PCR l'amène à soutenir carrément que par son invasion du Vietnam, la Chine « entend mettre fin aux violations de sa souveraineté », et à expliquer en chœur avec la propagande de Pékin que « l'agressivité du Vietnam contre la Chine, de même que la sanglante agression perpétrée contre le peuple du Cambodge, sont motivées par les ambitions d'hégémonie régionale des dirigeants de Hanoï » (*Le quotidien du peuple* du 20-2-79).

Le PCR ne fait là que répéter le prétexte officiel par lequel la Chine, pays de 900 millions d'habitants, voudrait justifier l'invasion d'un Vietnam 18 fois plus petit qu'elle. Evidemment, les maoïstes font de leur côté un battage idéologique énorme autour de la « contribution décisive » de la Chine dans la lutte anti-impérialiste indochinoise, en cachant tou-

tes les trahisons perpétrées par la Chine à l'égard de la révolution indochinoise depuis Genève 1954.

On retrouve la même chose chez l'UCFml, qui s'indigne au nom du principe (que les bourgeois eux-mêmes n'hésitent pas à fouler aux pieds quand ils en ressentent la nécessité) de la « sécurité des frontières ». « Tolérer cette invasion reviendrait à dire, écrit *Le Marxiste-Léniniste*, n° 33-34, janv.-fév. 1979, que le droit des nations, la sécurité des frontières, le rejet de l'agression et de l'invasion militaire ne sont que des coquilles vides. »

En partant de ces principes bourgeois que l'UCF est allée sans doute chercher dans l'attirail de l'ONU, moderne « caverne de brigands impérialistes », il n'est pas étonnant de voir ce groupe rejoindre ses confrères du PCMLF et du PCR en ce qui concerne la prise de position anti-

prolétarienne face au problème de la guerre. C'est ainsi que l'UCF « défend » le Cambodge au nom de la défense de sa patrie demain ! « Tolérer cette invasion serait accélérer la guerre mondiale. Derrière le Vietnam, il y a les ambitions impérialistes de l'URSS. C'est maintenant qu'il faut dire si oui ou non on défend l'indépendance nationale contre l'envahisseur, l'agresseur, le contre-révolutionnaire juché sur des chars d'assaut » (*idem*).

La position criminelle des maoïstes a au moins un mérite : ces gens-là ont choisi leur camp ! Finie la « théorie des trois mondes » : il n'y en a plus que deux : le camp de la Russie et le camp sino-américain. La seule chose qu'on leur demande, c'est de ne pas invoquer Lénine pour accomplir leur sale besogne de larbins de l'impérialisme.

Les trokystes dans la glu du pacifisme petit-bourgeois

Le courant trotskyste est bien moins clair et vraiment tiré à hue et à dia. Lors de l'intervention vietnamienne au Cambodge, la LCR avait une position relativement aisée que lui vaut son attirance pour le prétendu « Etat ouvrier » vietnamien. Comment expliquer sinon une reprise aussi éhontée des thèses vietnamiennes par Bensaïd qui écrit dans *Rouge* du 12-1-79 :

« Il n'est guère contestable que le gouvernement de Pol Pot ait pris l'initiative de l'escalade en annonçant, ouvertement, le 31 décembre 77, la rupture des rapports avec Hanoï... », avant de conclure que « si l'Etat ouvrier vietnamien est menacé demain, ce qui n'est pas exclu, d'une nouvelle agression impérialiste, comme d'une intervention militaire chinoise, nous serons de toutes nos forces mobilisés pour la défense des conquêtes de la révolution vietnamienne, confirmées et étendues au printemps dernier, par l'unification monétaire du Nord et du Sud, par la suppression au Sud du commerce capitaliste [il y aurait donc un commerce socialiste !] et la fermeture de 30.000 entreprises privées de ce type, par l'extension de la planification économique au détriment de la concurrence et des lois du marché ».

On peut vraiment se demander en quoi le « socialisme vietnamien » est plus

« socialiste » que le « communisme chinois » ! Mais tout s'explique si on descend du terrain de la théorie scientifique du prolétariat pour tomber dans la théorie conçue comme seule justification d'une politique opportuniste et incapable d'imaginer que le prolétariat puisse avoir une position indépendante.

Evidemment, l'invasion du Vietnam par la Chine laisse désormais les trotskystes de la IV^e sur une position beaucoup plus confortable, qui leur permet de prendre leurs distances vis-à-vis des deux « bureaucraties » antagoniques, sans réussir cependant à camoufler leur suivisme vis-à-vis de l'Etat « ouvrier » vietnamien. Mais c'est pour tomber dans la confusion la plus invraisemblable : c'est ainsi qu'après avoir rappelé par ailleurs très justement les trahisons de la Chine envers la révolution indochinoise et malgré le crime commis par la bourgeoisie vietnamienne envers les paysans cambodgiens, la déclaration de la IV^e datée du 21-2 n'en conclut pas moins : « Face aux dangers et aux agressions impérialistes, que se constitue un front uni des Etats ouvriers ! Pour qu'ils apportent une aide commune à la lutte anti-impérialiste des travailleurs et paysans dans l'Asie du Sud-Est ! ». Comprenez qui pourra !

(Suite page 5.)

Presse internationale du Parti

el-oumami

N° 3 - mars 79

EN LANGUE FRANÇAISE

- Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.
- L'après-Boumediène en Algérie.
- Tour d'horizon international.
- Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise.
- Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.
- Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb.
- Ce qui distingue notre Parti.
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.

EN LANGUE ARABE

- Iran : Pour la révolution, il faut le Parti.
- Extraits de la plate-forme de l'Internationale communiste (1919).
- Dans le Golfe aussi, la bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés.

El comunista
Proletarier

Suppléments au
Prolétaire

● Belgique (N° 5)

- Les élections contre les travailleurs
- Sur la naissance du PCB
- A propos du Congrès de la FGTB
- Pour le parti ouvrier international
- L'unique voie de l'émancipation prolétarienne
- Notes : Séguay au Japon — Le PLS et les élections

● Suisse (N° 15)

- Horlogerie : Halte à la collaboration de classe !
- OCDR : Misère du maoïsme (3)
- Tracts Iran
- Les cousins de Schwarzenbach en Italie
- La renaissance du militarisme nippon
- Vive la grève des métallos allemands !
- Chili : Union sacrée, toujours Union sacrée

Le socialisme est internationaliste

(suite de la page 1)

Aujourd'hui, les faits viennent confirmer la théorie marxiste. Ils balayent les mirages et les mensonges construits par le stalinisme et le maoïsme et montrent derrière le masque des « socialismes nationaux » la gueule féroce de la « civilisation » bourgeoise, de ses ignobles « valeurs » mercantiles, de ses misérables égoïsmes, de sa lutte de tous contre tous, de sa course à la domination réciproque des individus, des classes et des peuples : la gueule du dieu de la guerre en permanence.

CAMARADES,

A l'est comme à l'ouest, en Asie comme en Europe, en Afrique comme en Amérique, dans le monde qui se prétend cyniquement « libre » comme dans celui qui se prétend cyniquement « socialiste », le mode de production capitaliste accumule le potentiel explosif d'une troisième guerre mondiale dont les guerres locales toujours plus fréquentes sont les premières escarmouches. Et, des deux côtés du front, on se prépare à la présenter cyniquement comme une énième croisade pour un monde plus juste, meilleur et enfin en paix.

Une seule force peut arrêter la course vers l'abîme : la lutte de classe qui ne s'arrête devant aucun intérêt « national », mais défend les intérêts exclusifs de tous les exploités. La lutte de classe qui ne connaît aucune barrière d'entreprise, de catégorie ou de nation. Qui refuse en temps de paix de se soumettre aux exigences d'une patrie qu'elle ne reconnaît pas comme sienne, et qui à plus forte raison refuse en temps de guerre toute trêve sociale. Qui oppose aux appels hystériques à l'« Union sacrée » la proclamation résolue du « défautisme révolutionnaire ! ».

Le socialisme est international, ou bien il n'est que du capitalisme.

Le prolétariat est révolutionnaire et internationaliste, ou il n'est rien.

Vive la lutte indépendante de classe !

Vive la révolution communiste mondiale !

Vive la dictature du prolétariat !

Vive le communisme !

Sur la question des «libertés politiques»

(suite de la page 1)

sans exception. Or, en réalité, ce « simplement » représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes. C'est là justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoisie, devient prolétarienne; d'Etat (pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat » (2).

Il ne faut donc pas se méprendre sur

la continuité formelle apparente entre la dictature prolétarienne et la démocratie bourgeoise qui vient du fait que la première étend au maximum les libertés politiques pour le prolétariat. Mais c'est ce point de passage politique qui permet de comprendre qu'en prenant appui sur les poussées de la révolution bourgeoise et en la poussant jusqu'au bout, c'est-à-dire en assurant la plus large participation des masses à la lutte politique et à la nouvelle organisation qui naît des ruines de l'ancien Etat, le prolétariat peut espérer voir le pouvoir — en 1848 on aurait dit la « démocratie » — tomber entre ses mains.

« Libertés politiques » et révolution bourgeoise

Si le prolétariat a un besoin incompréhensible de la lutte politique, des revendications politiques, ce n'est donc pas comme un but en soi, mais comme un moyen pour attaquer et détruire l'exploitation et l'oppression capitalistes. Bref, il subordonne la lutte politique, et donc les revendications qualifiées de « démocratiques » aux besoins de l'émancipation sociale contre le capitalisme. La « démocratie », c'est-à-dire la « conquête du pouvoir politique » par les larges masses et les revendications des « libertés » ou l'« égalité » qui en sont des conditions et des armes, ne peuvent être détachées de la lutte du prolétariat et de son programme et sont au contraire mises à son service.

Comme l'écrivait Lénine au moment de la formation du parti bolchévique : « Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique ». Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point. En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles; c'est dans la classe ouvrière seule que la démocratie peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière » (3).

C'est clair. Toute la perspective de la révolution en permanence s'effondre si le prolétariat ne se constitue pas en parti

distinct et opposé à tous les autres partis, et en particulier aux partis bourgeois, dans la révolution bourgeoise elle-même.

Il est aisé de comprendre en effet que, alors que le prolétariat a absolument besoin du pouvoir d'Etat, la bourgeoisie ne l'entraîne pas à la lutte politique contre le vieil ordre social afin de partager le pouvoir avec lui. Le problème de toute révolution bourgeoise a été précisément de désarmer les ouvriers. Mais il est clair également que si la bourgeoisie attend de la révolution la destruction des entraves qui gênent son développement comme classe, elle vise en même temps à donner au prolétariat le moins d'atouts possibles pour qu'il se développe comme classe : on peut rappeler l'exemple significatif de la bourgeoisie française qui, en détruisant les corporations en 1791, en profita en même temps pour interdire le droit de coalition des ouvriers, et déclara l'association et la grève « un crime contre la patrie ».

Le problème qui s'est posé au mouvement prolétarien pendant toute une période historique a été d'arracher les conditions qui permettent une propagande politique et l'organisation massive, politique, de larges organisations ouvrières sur le terrain de la lutte économique, à une bourgeoisie qui, déjà associée au pouvoir et ayant déjà plus ou moins modelé l'Etat conformément à ses intérêts propres, avait la plus grande réticence à concéder au prolétariat de telles revendications.

Mais le problème n'était nullement, comme l'a démontré la révolution de février 1848, de lutter pour une seule « réforme » de l'Etat, pour un simple remodelage de l'Etat bourgeois. Le prolétariat prit appui sur les revendications politiques communes à plusieurs classes pour avancer également ses buts propres, bien que dans une forme inadéquate, dans l'illusion que de la « fraternité universelle » pouvait naître la république sociale, et paya chèrement en juin 48 l'expérience que l'Etat bourgeois ne se réforme pas, mais doit être détruit, ce que confirma la Commune de Paris. Bref, dans les pays où le nouvel Etat se constitue sur les débris de l'Etat féodal, ou, pire, si ce dernier provient d'une révolution « à la prussienne », par en haut, le prolétariat ne peut attendre de liberté de mouvement que d'une lutte contre lui, non de prétendues réformes constitutionnelles. Celles-ci ne lui donnent qu'une apparence de libertés, concédées uniquement à condition qu'il ne combatte pas l'Etat; cette formule est poussée aujourd'hui dans les pays impérialistes à ses ultimes conséquences par l'opportunisme ouvrier, qui permet précisément à la bourgeoisie de concéder formellement tout, du moment qu'elle est assurée que les droits concédés sont vidés de tout contenu et constituent a fortiori autant de liens et d'entraves à la lutte indépendante de classe.

Le rapport du Conseil général de l'AIT au Congrès de Lausanne en 1867, contenait le passage suivant :

« Les différents rapports qui ont été lus au congrès ont démontré d'une manière évidente que les travailleurs qui consentent à vivre privés de leurs liber-

tés politiques se condamnent à tourner dans un cercle vicieux, funeste à leurs véritables intérêts et qu'il leur importe de franchir.

Ainsi que l'ont également prouvé ces mêmes rapports, chez les peuples privés de leurs facultés de citoyens libres, partout où des restrictions sont apportées aux droits imprescriptibles de se réunir, de parler et d'écrire, l'action de l'Association internationale ne peut être que très lente et ses résultats bien faibles; tandis que c'est précisément dans les pays où l'on possède la plus grande somme de liberté que les progrès de l'Association se sont le plus accentués.

Donc, sans la possession des libertés politiques assurées aux travailleurs, il est à peu près impossible à l'Association internationale de réaliser ses glorieuses destinées, de s'étendre, de couvrir l'Europe et de devenir ce qu'elle doit être, la confédération ouvrière puissante et forte appelée à régénérer l'état social du monde.

Donc, pour mettre fin à un statu quo fatal, et qui sans cela durerait indéfiniment, il importe que l'émancipation politique soit revendiquée tout d'abord et avec la même énergie que nous mettons à revendiquer l'émancipation sociale » (4).

Indépendamment du langage de l'époque auquel Marx et Engels devaient faire des concessions — les fameux « droits imprescriptibles » ! —, il ressort clairement de ce passage que la lutte pour les libertés politiques est inséparable de la lutte prolétarienne. Engels dira : « Les libertés politiques, le droit de réunion et

d'association, la liberté de la presse, telles sont nos armes » (5). Il est utile d'ajouter qu'à l'époque la lutte politique ne se concevait que le fusil en main et que ces prétendus « droits » n'étaient pas opposés à la lutte violente. Il ressort ensuite clairement de ce rapport que la « possession des libertés politiques », à savoir leur satisfaction définitive, est liée à « l'émancipation politique » de la classe ouvrière. Mais qu'est-ce que l'émancipation politique sinon la dictature du prolétariat ?

Sans entrer dans la question tactique, c'est-à-dire sans préjuger des rapports avec les diverses fractions bourgeoises et la petite bourgeoisie dans la lutte pour ces revendications, il est clair enfin qu'elles ne peuvent être avancées que dans la plus stricte indépendance de parti. Comme l'écrivait Engels en 1865 : « Au cas extrême où, par peur des ouvriers, la bourgeoisie se réfugierait dans le giron de la réaction, en faisant appel à la puissance de ses ennemis pour se protéger des ouvriers, il ne resterait au parti ouvrier qu'à poursuivre, en dépit des bourgeois, l'agitation trahie par eux en faveur des libertés bourgeoises, de la presse, du droit d'association et de réunion. Sans ces libertés, il ne peut avoir lui-même les coudées franches; il y lutte pour son élément vital, pour l'air qu'il lui faut afin de respirer. Il va de soi que, dans toutes ces hypothèses, le parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en parti indépendant, absolument distinct d'elle. » (6).

Seule sa dictature de classe peut garantir au prolétariat sa pleine liberté de mouvement

Si l'on considère maintenant la situation telle qu'elle se présente dans les pays d'Asie et du Maghreb où la grande vague d'émancipation politique et nationale a mis en place partout des Etats nationaux bourgeois, plus ou moins débarrassés des vieilles entraves juridiques et des vieux liens avec l'impérialisme, l'étroitesse sociale et politique de la bourgeoisie est telle qu'en général, même dans les révolutions réalisées plus ou moins « par en bas » comme en Chine ou en Algérie, les résultats essentiels de la transformation bourgeoise ont été assurés sans que pour cela la classe ouvrière se soit vu donner la moindre liberté de mouvement : on peut dire que dans une aire qui va de Pékin à Rabat n'existe que dans très peu de pays une possibilité de presse politique indépendante de l'Etat, sans parler de la liberté d'association qui n'est accordée que sous le contrôle de la police du parti unique, donc dans des formes qui ont emprunté aux méthodes modernes extrêmes de domination de la bourgeoisie.

Il est par conséquent impossible d'imaginer un mouvement prolétarien véritablement ample et massif sans qu'à côté et en même temps que des revendications économiques spécifiques soient avancées des revendications politiques intéressantes au premier chef la classe ouvrière, et notamment les droits de grève et d'association. Si l'on considère les événements de Tunisie du 26 janvier 1978, l'armée est intervenue bestialement pour arrêter un mouvement d'organisation du prolétariat qui réussissait à s'opérer en arrachant les cellules locales — et en même temps régionales d'un syndical pourtant officiel — au contrôle du parti unique et de l'Etat et réclamait la liquidation du lien entre le Destour et le syndicat. Si l'on considère la longue lutte sociale en Iran, un des moteurs les plus importants de la lutte ouvrière a été l'élimination de la Savak des usines.

Sans prétendre avoir encore complètement résolu la question de la tactique, qui laisse sans aucun doute au mouvement prolétarien infiniment moins de marge de manœuvre qu'au siècle dernier, étant donné l'alignement des différentes classes à l'échelle internationale et dans

les différentes régions, ainsi que leurs capacités historiques respectives, voici comment nous avons fixé le cadre général de la question dans *el-oumami* n° 1 :

« Mais aujourd'hui, le problème n'est plus de promouvoir une transformation dans un sens plus démocratique de l'Etat bourgeois, qui est désormais pleinement constitué. D'ailleurs comme cela se vérifie tous les jours plus clairement en réponse à la crise internationale du capitalisme et ses répercussions catastrophiques en Algérie, loin de pouvoir être démocratisé, il se blinde tous les jours davantage, non contre l'impérialisme, déjà politiquement éliminé dans sa forme coloniale, et les résidus des vieilles classes et castes, mais bien contre les luttes ouvrières et paysannes.

Il s'agit donc d'arracher avec la force de la lutte de classe, à cet Etat désormais à abattre, les droits — de grève, de réunion, d'organisation indépendante de la police et du parti officiel, etc. — que nous considérons comme des instruments indispensables à la lutte de classe du prolétariat et à son plein développement ainsi qu'à la lutte des larges masses paysannes exploitées. Il s'agit donc d'une lutte à mener contre la machine de l'Etat, qui vise à lui porter des coups et qui n'aura de plein résultat qu'avec sa destruction et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière ».

Nous nous proposons de voir dans de prochains articles comment cette attitude se vérifie à la lumière de la puissante vague sociale qui a déferlé en Iran.

(1) Engels, *La démocratie anglaise*, Vorwärts, oct. 1844, in *Le mouvement ouvrier français*, Editions Maspéro, pp. 110-111.

(2) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Œuvres, tome 25, p. 453.

(3) Lénine, *Les tâches de la social-démocratie*, Œuvres, tome 2, p. 341.

(4) Cité par C. Labraude, *La 1^{re} Internationale*, U.G.E., pp. 158-159.

(5) Engels, *Sur l'action politique de la classe ouvrière*, in Marx-Engels, *La Commune de Paris*, U.G.E., p. 210.

(6) Engels, *La question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand*, in *Ecrits militaires*, p. 490.

Réunion de lecteurs à Lyon

le vendredi 20 avril, à 20 h 30, Salle de lecture, 2, impasse Métral Villeurbanne (métro République)

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

Soutenez la presse du Parti !

Abonnez-vous !

En mars 1919 naissait à Moscou l'Internationale Communiste

Pour le parti de la révolution communiste mondiale

Le 4 mars 1919, était fondée à Moscou la Troisième Internationale, qui devait remplacer le « cadavre pestilentiel » de la Seconde noyée dans le marais de la démocratie, du social-impérialisme et du social-pacifisme. Il s'agissait alors de hisser le drapeau du communisme, autour duquel devaient se regrouper les forces du prolétariat révolutionnaire.

Au milieu d'une guerre civile déjà déchainée qui embrassait non seulement la Russie prolétarienne et bolchévique, mais aussi toute l'Europe Orientale, et très rapidement le lointain Orient, la III^e Internationale proclamait dans sa Plate-forme qu'une nouvelle époque était née : l'« époque de la révolution communiste du prolétariat ».

Niant le pacifisme et le légalisme, elle affirmait que « la conquête du pouvoir politique ne peut consister en un simple changement de personnes dans les ministères, mais signifie la destruction de l'appareil d'Etat ennemi, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens ».

Dénonçant les mythes bourgeois de la « volonté populaire » et de l'« unité du peuple », elle affirmait que, « comme tout Etat, l'Etat prolétarien représente un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités qui emploient dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang ».

Rejetant la devise classique de l'opportunisme, pour lequel « le mouvement est tout, l'objectif final rien », elle établissait l'étroite dépendance de la tactique révolutionnaire par rapport aux principes : « La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusques et y compris à sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine d'Etat bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens ».

Proclamant son caractère non national et authentiquement anti-impérialiste, elle soutenait que « l'Internationale qui subordonnera les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays » et « soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial » (1).

*

La fondation du Komintern se réalisa dans une conjoncture mondiale de polarisation et d'enthousiasme d'immenses masses du prolétariat mondial autour du drapeau de la Révolution d'Octobre, mais dans laquelle il manquait une avant-garde politique implantée à l'échelle de l'Occident où régnaient un capitalisme archimur et une démocratie sénile, une avant-garde capable d'encadrer, de mobiliser et de diriger les sursauts gigantesques d'un prolétariat en permanente ébullition sur la voie de la préparation révolutionnaire, de la conquête du pouvoir et de la dictature de classe.

Quand un an plus tard, convergeront des quatre points cardinaux à Moscou ces partis, fractions et groupes hétérogènes et bigarrés qui répondaient à l'appel de 1919, les bolcheviks durent depuis l'estra-ade donner des cours élémentaires de marxisme, de principes fondamentaux du communisme et d'éléments de la tactique révolutionnaire (2). Ils durent également établir, avec les 21 Conditions d'admission, un cordon sanitaire (que nous,

alors Gauche Communiste d'Italie, aurions voulu plus rigide) pour rejeter tous ceux qui, sans adhérer ni à l'esprit ni à la lettre du bolchévisme, venaient « pour suivre la mode », ce qui signifiait s'adapter (mais le rôle de l'avant-garde communiste est de diriger !) au généreux élan révolutionnaire des masses ouvrières ; ou, dans le pire des cas, par opportunisme, pour « démontrer » à ces mêmes masses l'« impossibilité de s'allier » avec les bolcheviks, soi-disant produits de la « Russie barbare », centralistes, autoritaires et... sectaires.

Un an plus tard encore, quand, après l'action de mars en Allemagne, mûrissaient les conditions de l'octobre 1923, où devait se décider le sort de la révolution européenne, au 3^e Congrès (juin 1921), les bolcheviks durent consacrer désespérément les sessions d'un congrès crucial à essayer d'ériger des contrepoids contre les oscillations pendulaires et catastrophiques de la plupart des partis occidentaux qui allaient de la passivité et du légalisme d'un social-démocratie mal guéri à l'aventurisme de « gauches » infantiles et immatures.

C'est sur les épaules des bolcheviks que pesèrent la lutte pour la défense de la dictature prolétarienne en Russie contre la bourgeoisie nationale et internationale et l'effort gigantesque pour donner au prolétariat mondial ce que ce dernier ne possédait pas encore internationalement : le Parti guide capable d'affronter sérieusement et sans démagogie les tâches de la révolution.

C'est dans le fossé existant entre les « conditions objectives » de la révolution en Occident pendant ces années ardentes et les « conditions subjectives » (première entre toutes, le Parti), que se trouve la clef aussi bien de la défaite des révolutions prolétariennes en Europe et en Chine que de la dégénérescence du Komintern, et de la victoire postérieure du stalinisme, fossoyeur du Parti bolchevik, de l'Internationale et du pouvoir prolétarien en Russie.

L'Internationale, qui avait représenté à ses origines la reconstruction intégrale, théorique et programmatique, du mouvement communiste, suivit graduellement la pente de l'affaiblissement de ses orientations sous le poids écrasant aussi bien des offensives bourgeoises à l'intérieur et hors de Russie, que des entraves que représentaient en son sein, une myriade de traditions et de tendances hétérogènes mal définies. Ces dernières furent incapables, ne disons pas même d'apporter

une orientation stable et rigoureusement orthodoxe à l'intérieur de l'Internationale, mais de servir de courroies de transmission des directives centrales originelles. Cela aurait été essentiel — comme l'a démontré le cas de la Gauche italienne, l'unique courant en Occident qui adhéra à l'Internationale avec une totale identité théorique, programmatique et même en grande partie tactique, avec ses bases constitutives de 1920 — pour empêcher que des détachements centristes plus ou moins importants ne viennent gangrener les sections nationales naissantes, et pour faire respecter dans son esprit et dans sa lettre ce *minimum indispensable* représenté par les 21 Conditions d'admission et l'ensemble des Thèses du II^e Congrès. Cela aurait encore été essentiel, comme l'a également démontré ici le cas de notre Gauche, pour aider ensuite les bolcheviks à établir le bilan de tactiques, comme celle du « front unique politique », celle du « gouvernement ouvrier » et du « gouvernement ouvrier et paysan », et le bilan de méthodes organisatives, comme la prétendue « bolchevisation », qui jalonnent les défaites du prolétariat mondial, les débandades internes croissantes de l'Internationale même et, petit à petit, l'abandon de ses bases originelles. Ce sera une Internationale déjà affaiblie et minée sur les plans théorique et programmatique, et défigurée sur le plan organisationnel, qui recevra le coup décisif avec la victoire de l'infâme théorie du « socialisme dans un seul pays » et son cortège de reniements complets (3).

*

Rappeler aujourd'hui l'appel de 1919 au prolétariat communiste du monde entier, c'est rappeler aussi que l'enthousiasme et l'élan révolutionnaires ne peuvent être menés à terme qu'à condition d'être canalisés, intégrés et dirigés par l'action tenace, constante et invariante, par-dessus les flux et les reflux des situations, de l'organe politique solidement forgé sur les terrains théorique, programmatique, organisationnel et de participation dans les luttes ouvrières *dien avant* d'avoir à faire front aux tâches suprêmes de l'assaut insurrectionnel et de l'instauration de sa dictature. Si la victoire du prolétariat russe est la confirmation catégorique de cette nécessité du parti, la défaite de la révolution européenne dans le premier après-guerre et la banqueroute de la III^e Internationale sont la confirmation de la nécessité de son existence préalable à l'échelle internationale. Le fait que les

deux seules oppositions à la victoire du stalinisme à l'intérieur de ce qui ne parvint pas à être le Parti Communiste mondial, aient été la Vieille Garde bolchevique et la Gauche italienne (dont les combats en défense du marxisme orthodoxe remontent aux débuts du siècle) (4), est une autre preuve historique irréfutable de cette même vérité.

« Le parti peut attendre les masses, mais les masses ne peuvent attendre le parti » avons-nous dit. La lutte pour jeter un pont entre l'Octobre victorieux d'hier et les Octobres internationaux de demain passe aujourd'hui par l'extension internationale du parti, par la sélection d'une avant-garde prolétarienne qui ait adhéré au bilan international des luttes prolétariennes du passé et qui confirme ainsi les points cardinaux du programme et des principes invariants du marxisme. D'une avant-garde qui ait résolu ainsi les grandes lignes de l'action pratique dans la succession changeante des situations, et qui ait travaillé à forger une organisation de révolutionnaires de profession, exempts de tout amateurisme, à la hauteur des difficiles tâches de la révolution. Une avant-garde qui ait appris, à la chaleur des chocs sociaux, l'art difficile de la lutte, étendant son influence parmi les masses ouvrières et y introduisant, de cette manière, les prémisses de son action et de sa discipline unitaires.

Sans la « répétition générale » de 1905, la révolution de 1917 n'aurait pas été possible. Notre tâche est précisément de faire *a posteriori* du 1917-26 international la « répétition générale » de la révolution future, et de redonner aux explosions révolutionnaires du prolétariat l'instrument indispensable de la victoire.

(1) Plate-forme de l'Internationale Communiste, dans *Premier Congrès de l'Internationale Communiste*, Documents pour l'Histoire de la III^e Internationale, EDI Paris, 1974, pp. 219-222-223.

(2) Cf. les thèses sur : Le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne ; La question syndicale ; Les tâches principales de l'Internationale Communiste ; La question nationale et coloniale ; La question agraire ; La question parlementaire, approuvées à ce Congrès.

(3) Le lecteur pourra trouver dans nos « Thèses caractéristiques » et dans « En défense de la continuité du programme communiste » (Ed. Programme) le développement de cette question. Cf. aussi notre *Storia della Sinistra Comunista*, tome II (1919-1920), chap. VII et IX.

(4) Cf. *Storia della Sinistra Comunista*, tome I (depuis ses origines jusqu'à 1919).

Les guerres d'Indochine, test pour l'« extrême gauche »

(Suite de la page 3)

Quant à LO, l'ineptie des arguments utilisés laissera sans aucun doute le plus naïf des lecteurs perplexe. En effet, ces « marxistes » sont encore en train de se demander « si les raisons qui ont poussé les dirigeants du Nord-Vietnam à renverser le régime cambodgien au moyen de leur armée étaient justifiées au point de vue des intérêts des deux peuples » (LO n° 554 du 13-1-79). Et pour le savoir LO n'aura pas à regarder la nature de classe de l'Etat vietnamien, ni les mesures économiques et sociales qu'il a prises aussitôt après avoir occupé le Cambodge, ni la fonction internationale de stabilisation sociale que joue désormais le Vietnam, puisque « tout dépend en fin de compte de la façon dont le nouveau pouvoir saura représenter la population et se lier à elle » ! (*idem*). D'ailleurs pour ce journal, la guerre sino-vietnamienne va enfin permettre de montrer « dans quelle mesure les dirigeants de Hanoï ont trouvé un véritable appui dans la population du Sud-Vietnam... » (LO n° 560 du 24-2-79).

Enfin, ce qui inquiète LO, ce n'est pas la division accrue des rangs du prolétariat que provoquera dans la région une telle guerre de brigandage. Non. Ce qui in-

quiète LO c'est la « division entre les peuples des pays sous-développés »...

La perspective que laisse entrevoir LO n'est pas très différente de celle du « front uni des Etats ouvriers » prôné par la IV^e, « socialisme » en moins.

A l'écart du trotskysme, la moribonde OCT reconnaît certes que dans le cas de l'invasion du Cambodge par le Vietnam comme dans celui de l'invasion de celui-ci par la Chine, on a affaire à une politique de puissance et tire comme conclusion qu'il est du devoir des révolutionnaires de refuser de s'aligner sur un camp ou sur l'autre.

Mais c'est pour en appeler, dans la déclaration du Bureau politique de l'OCT publiée dans l'*Etincelle* du 23-2-79 à un « règlement négocié de tous les points de litiges ». Nous préférons somme toute cette position à celle des moralistes de LO ou à celle de la IV^e qui cache la même position sous un voile de « marxisme » prostitué : c'est là au fond toute une impuissance petite-bourgeoise qui crie à ceux qui s'entregorgent pour de puissantes raisons matérielles : « négociez, entendez-vous » !

Car enfin tous les trois s'adressent aux Etats en place, aux bourgeoisies, au nom des soi-disant « principes éternels » de coexistence entre les peuples ! Le plus

ridicule vient quand on s'adresse à elles au nom du « socialisme ». Mais tout ce beau monde qui se prétend « socialiste » et « communiste » ne songe pas une seule seconde à s'adresser au prolétariat, et en un sens, c'est mieux ainsi.

Nous, communistes révolutionnaires, c'est au prolétariat que nous nous adressons, au nom de ses intérêts de classe, immédiats et historiques. Dans la querelle de brigands qui oppose la bourgeoisie vietnamienne, qui a foulé aux pieds les intérêts des masses paysannes indochinoises et cherche à s'imposer en gendarme de la péninsule, et la bourgeoisie chinoise qui a trahi la révolution indochinoise et qui cherche à s'imposer en gendarme de l'Asie, les prolétaires d'Asie n'ont pas à prendre parti mais à s'unir pour conquérir le pouvoir en leur nom propre ! Dans la 3^e guerre impérialiste dont les camps sont en formation, le prolétariat du monde entier n'a à s'engager ni dans le camp du faux socialisme ni dans celui des fausses libertés. La seule issue est de s'unir pour en finir par la révolution communiste avec le capitalisme, ses crises, ses guerres et sa misère, pour en finir avec l'oppression de classe, pour en finir avec la domination des petites nations par les grandes et rassembler toute l'humanité en une société unique !

Questions de la lutte économique et syndicale

Défendre et renforcer les Comités de soutien aux Foyers en lutte

Nous avons montré dans le dernier numéro de ce journal comment l'offensive bourgeoise contre la lutte des résidents des foyers s'intensifie actuellement, avec le début des saisies-arrêts sur salaire et les menaces de fermeture des foyers qui se précèdent. Cependant cette attaque juridique et policière converge aujourd'hui avec les manœuvres concoctées par l'Etat et les directions syndicales dans le cadre de la commission Delmon.

La situation est d'autant plus préoccupante que la lutte n'est pas parvenue jusqu'ici à briser le mur d'isolement créé autour des travailleurs immigrés par les directions syndicales réformistes, et à trouver un appui dans les entreprises. A donner par conséquent les assises nécessaires pour faire face dans les meilleures conditions à la présente attaque menée avec tous les moyens de la répression et du mensonge. Nous devons revenir sur l'analyse des causes de ce tragique retard dont la responsabilité première est à trouver dans la politique criminelle des partis de gauche et des directions syndicales à leur botte.

Dans cet effort pour rompre l'isolement, les Comités de soutien ont un rôle important à jouer, mais si le bilan de leur activité notamment depuis un an montre

la méthode à suivre et à défendre en tout état de cause, il révèle en même temps la formidable paralysie dans laquelle les ont maintenus, en général, les groupes de la prétendue extrême gauche qui y sont restés après la désertion des trotskystes et spontanistes, qui sabotent leur action et qui tentent de faire des Comités de soutien des courroies de transmission des méthodes traditionnelles des directions réformistes. C'est ainsi que le soutien de Chelles en est arrivé, en parfaite cohérence avec les méthodes courant du soutien, à favoriser des négociations locales avec la Sonacotra, en accord ainsi avec les réformistes et en contradiction totale avec la plate-forme de la lutte et la condition de son succès : la négociation à l'échelle nationale avec le seul Comité de Coordination.

Ce sabotage désormais ouvert du travail des Comités de soutien, en privant la lutte de l'effort systématique vers les ouvriers hors des canaux stériles des directions réformistes, a des résultats négatifs dans le Comité de Coordination lui-même. Il renforce d'abord les tendances à la théorisation de l'inutilité et de l'impossibilité de l'existence d'une organisation ouverte de soutien. C'est ainsi qu'en dépit de toutes les bonnes raisons que peu-

vent avoir les résidents de se plaindre du sabotage des groupes d'extrême gauche et même de leur réelle capitulation devant l'impérialisme français que nous dénonçons nous-mêmes, on ne peut justifier la dissolution d'un Comité de soutien par le fait qu'il n'arrive pas à un résultat comme cela vient d'arriver à Saint-Denis.

Ce sabotage, en aggravant encore l'isolement des résidents, renforce également la tendance de certains travailleurs à passer, en désespoir de cause, par les bureaucraties syndicales, et contribue à affaiblir la capacité de résistance d'une organisation de la lutte soumise à une extrême pression politique et aux coups directs de la police autant qu'à l'offensive actuelle de charme et de mensonge des directions syndicales.

Nos militants doivent défendre la conception du soutien que nous avons toujours défendue dans la lutte et qui nous semble amplement confirmée par les faits. Nous espérons contribuer de notre mieux, en publiant ici de larges extraits d'une circulaire de parti de janvier 1979, au bilan de l'activité des Comités de soutien, initialement prévu pour le 24 février mais qui a malheureusement dû être retardé et dont l'urgence reste entière.

Voici brièvement résumés les axes que doit prendre notre travail afin de renforcer le mieux possible les Comités de soutien et de préparer au mieux la réunion du 24 février, et plus généralement la clarification dont le besoin se fait sentir.

1° Nous devons faire systématiquement des propositions de travail en direction des entreprises. Il ne s'agit pas seulement d'affirmer le besoin général de ce travail mais de faire des propositions pratiques parfaitement réalisables de propagande envers les entreprises, qui montrent dans les faits la possibilité et l'intérêt de ce travail. Nous ne pouvons à ce sujet que rappeler ce qui a été déjà dit dans la Réunion nationale de septembre 1978.

Ces propositions doivent se faire dans deux directions : d'un côté la propagande des Comités de soutien et si possible avec ceux du Comité de résidents vers les entreprises et les groupes d'ouvriers combattifs, qui peut se traduire par la diffusion de tracts, les prises de parole, la mise à profit systématique des contacts locaux, les permanences dans les quartiers choisis avec publicité préalable dans les entreprises et les sections syndicales, etc. De l'autre côté, la tentative d'établir un lien direct entre la lutte et les entreprises où travaillent les résidents, grâce à un recensement, l'élaboration d'une propagande contre les saisies-arrêts, etc.

Il faut d'autre part essayer dans les soutiens et avec les Comités de résidents, de mettre au point une propagande touchant les ouvriers non seulement sur le besoin de la solidarité en général avec une lutte, ce qui est évidemment nécessaire, mais de faire toucher du doigt la question du logement comme question intéressant toute la classe à côté de celle des discriminations qui frappent les travailleurs immigrés dans le logement, le travail, etc.

2° Dans les bilans en cours dans chaque

soutien, nous ne devons pas hésiter à opposer sur les questions importantes, qui ne manquent pas, et non sur les points de détail, un bilan contradictoire mettant en évidence l'opposition de méthode des différentes forces et les résultats pratiques de telle ou telle méthode. A ce sujet, nous avons un avantage formidable, c'est que la preuve pratique de la validité des méthodes que nous préconisons et le caractère catastrophique de celles de nos adversaires a déjà été donnée par la lutte elle-même. Nos conceptions ne sont donc pas de simples « points de vue » mais peuvent et doivent être systématiquement présentées comme des acquis de la lutte et de son renforcement. [...]

3° Nous devons dans la période qui vient, comme nous l'avons déjà fait dans certains Comités ces derniers mois, montrer l'importance de l'organisation d'une riposte pratique à l'offensive générale menée contre les ouvriers immigrés et le rôle que doit jouer, en tout état de cause, le Comité de Coordination dans une telle riposte.

Naturellement, notre position ne pourra éliminer l'objection selon laquelle nous nous déchargerions de notre responsabilité sur le Comité de Coordination, qu'à partir du moment où sera visible notre campagne de parti contre le contrôle de l'immigration, et nous devons à ce sujet montrer la différence entre une campagne de propagande et l'organisation d'une riposte pratique qui doit être la plus large possible.

Pour ce qui est de notre attitude dans les Comités de soutien, à côté des discussions avec leurs membres sur cette question et de la recherche de discussions systématiques avec les délégués et les travailleurs les plus combattifs des foyers, il ne nous semble pas opportun pour l'instant de proposer la plate-forme mise au point par nous. Nous devons nous contenter pour l'instant de montrer dans les soutiens le besoin d'une riposte pratique, et de proposer publiquement aux Comités de soutien de s'engager à appuyer toute initiative que prendraient les Comités de résidents et le Comité de Coordination dans le sens de l'organisation pratique d'une riposte de classe à l'offensive bourgeoise.

4° Puisque le débat est engagé sur la nature des Comités de soutien et sur leurs rapports avec les différentes organisations syndicales et politiques, nous devons à ce sujet défendre avec la plus extrême clarté la nécessité de Comités de soutien actifs et ouverts dans leur composition et leur travail vers l'extérieur, mais naturellement, sur la base de la plate-forme existante, et replacée dans le cadre de la lutte ouvrière de classe, comme cela a été fait dans le document de la Coordination donné le 6 janvier, et dont nous avons fait pour notre part plusieurs fois ressortir le besoin.

A. — Nous devons défendre la nature ouverte des Comités de soutien, montrer qu'ils sont possibles et utiles. Ici nous sert l'expérience des Comités de soutien de [...] où une bonne proportion des membres sont des « sans-parti » véritable-

ment dévoués à la lutte et sans lesquels les tâches centralisatrices comme la permanence n'auraient pas été possibles.

Il est important de montrer que la cartellisation du soutien excluerait ce type d'appui qui, s'il est faible, est bien réel, pour privilégier l'« appui » d'organisations dont on sait très bien par expérience qu'il n'est dans la plupart des cas que publicitaire [...].

Ici surgit une difficulté que nous devons absolument affronter. Il y a d'abord le risque que, devant le sabotage direct ou indirect de la lutte et du soutien par les forces opportunistes et centristes, la « discipline de lutte » soit mise en opposition par une partie des délégués de la Coordination, de façon plus ou moins claire et explicite, avec une « discipline d'organisation » autre que les Comités de soutien, c'est-à-dire d'une organisation née de la lutte des foyers.

Nous devons sur ce point montrer d'abord que si la position que nous défendons dans les soutiens est bien partagée par notre parti, cette position, loin de découler d'un programme politique particulier, surgit des exigences même de la lutte, la renforce, et c'est cette position qui a permis la centralisation des soutiens et leur efficacité.

Nous devons montrer ensuite que ceci est dû au fait que les deux disciplines ne sont pas concurrentes et opposées mais complémentaires, pour la bonne raison que les Comités de soutien et le parti ont des fonctions différentes, qui n'entrent pas en concurrence. Les organisations immédiates rassemblent les ouvriers qui comprennent le besoin de la lutte et de la solidarité de classe. Notre parti se propose d'un côté d'aider de telles luttes et de favoriser leurs possibilités maximum d'extension, de l'autre, de les lier toutes ensemble contre la bour-

geoisie, ce qu'aucune organisation immédiate ne peut faire à elle seule. L'idée de concurrence vient du fait que certaines organisations politiques ne répondent pas aux besoins de la lutte ou bien tentent d'y introduire des objectifs étrangers à la lutte de classe. Elle peut provenir aussi de réactions erronées de l'organisation immédiate à cette trahison, réactions que nous comprenons parfaitement mais dont notre devoir est de montrer les conséquences graves pour la lutte prolétarienne.

A ce sujet, le document du 6 janvier lance l'accusation que certaines organisations font des « analyses erronées » sur la lutte, ce qui est parfaitement exact, mais peut prêter à conclure que seule l'analyse faite par le Comité de Coordination est juste pour la raison qu'il est l'organisateur de la lutte. A ceci nous devons répondre que l'on ne peut opposer « analyse interne » ou « extérieure » ou — comme le fait la CFDT — « analyse syndicale » et « analyse politique », mais analyse fautive et analyse juste.

Or de ce point de vue, pour que l'analyse soit la plus juste, elle doit être la plus complète possible et donc situer la lutte dans son cadre réel. Elle doit bien apprécier l'ensemble des forces qui agissent sur le terrain où elle se meut en rapport avec l'ensemble des autres luttes, ce qui n'est possible aux dirigeants de la lutte considérée que s'ils se hissent à une vision de la lutte de l'ensemble de la classe et de ses rapports avec les autres classes, bref, s'ils se donnent une vision politique d'ensemble qui est nécessairement une vision de parti. Notre tâche est de lutter pour que ce soit celle du parti révolutionnaire et non celle de l'une ou l'autre des variantes opportunistes, de droite ou de gauche, même si nous ne les mettons pas toutes sur le même plan.

(Suite p. 8.)



• NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

-liberté totale de circulation pour les travailleurs!
-abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale!

• NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS !

-renouvellement automatique des cartes de séjour!
-régularisation des sans-papiers!
-riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes!

• DROITS EGaux POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

-suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs!
-abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!

parti communiste international (le prolétaire)

De larbin bourgeois à larbin opportuniste :

Reconnaissance mutuelle

Le *Nouvel Observateur* du 19 mars 1979 livre à ses lecteurs soucieux du « drame de la sidérurgie » le dialogue au sommet de Robert Boulin et de Jacques Chérèque, le précieux bonze en chef de la Fédération des Métaux de la CFDT. Ce dernier déclare : « Si nous ne sommes pas capables de présenter aux travailleurs un plan de reconversion [...], si outre un important volet social, nous n'accompagnons pas [le plan de reconversion] d'un effort énorme d'industrialisation, alors, je vous le dis nettement, nous nous casserons la gueule ». NOUS qui ? Les ouvriers licenciés ? Les capitalistes, français en particulier, qui se défendent sur le dos des ouvriers de toute nationalité contre la pression de la concurrence internationale ? Non, non ! NOUS les serviteurs bourgeois et opportunistes de l'Etat du capital, chargés de faire avaler ensemble la pilule aux prolétaires, par un dosage harmonieux de terreur policière et d'opium réformiste...

Et les partenaires continuent, dans la franche cordialité qui préside à ce genre d'échange. Les ouvriers, dit Chérèque, n'ont pas « un relus buté de la mutation, du changement. NOS GENS [souligné par nous, NdR] sont prêts à se rallier à un plan d'industrialisation valable [...]. Si nous ne répondons pas à leur attente, quelque chose de dramatique se passera. J'en ai peur ». Et Boulin de rassurer, sinon la grande inquiétude, au moins la conscience de ce syndicaliste responsable : « J'ai toujours approuvé l'attitude des syndicats sur le terrain, dans la mesure même où ils faisaient des manifestations pacifiques, et je n'ai jamais mis les troubles sur le compte d'organisations syndicales qui ont pour mission, au contraire, de coordonner, de canaliser l'action des travailleurs sur le terrain ».

Souhaitons que la voix grossière du prolétariat vienne interrompre une fois de plus cet échange de politesses entre laquais stylés !

Un tract diffusé par nos sections

Les prolétaires de Longwy et Denain montrent l'exemple à toute la classe ouvrière !

Le magnifique exemple de Longwy et de Denain est un encouragement pour les luttes de tous les exploités. Voilà des dizaines d'années que la bourgeoisie essaye, avec l'aide de ses valets réformistes, d'inculquer aux ouvriers le sens de la résignation, le culte de la paix sociale et de l'ordre, la peur de leur propre force de classe. Mais depuis la crise mondiale, elle ne peut plus leur promettre de petites améliorations pour prix de leur docilité. Elle déclare cyniquement que pour que les exploités puissent conserver leurs privilèges et leurs profits, une nouvelle ère de sacrifices et d'austérité doit s'ouvrir pour les exploités. Licenciement à tour de bras (1.700.000 chômeurs officiellement prévus en France pour 1980), bloquant ou diminuant les salaires, elle avoue que les « progrès » du capitalisme ne signifient pas, pour ceux qui produisent toutes les richesses, plus de bien-être, mais plus de misère, de chômage, d'insécurité ; non pas davantage de justice, mais davantage d'oppression.

Hier, la bourgeoisie, tout en pressurant au maximum les catégories les plus vulnérables (immigrés, femmes, jeunes) s'en était prise à quelques secteurs ouvriers dont les directions syndicales et les partis de gauche avaient réussi à isoler la résistance, ou à la détourner vers la défense des privilèges de catégorie, de métier ou de nationalité. Aujourd'hui, en licenciement des dizaines de milliers de travailleurs de la sidérurgie, la bourgeoisie tranche à vif dans la classe ouvrière : les prolétaires de Lorraine, de Valenciennes, de Boulogne, comme hier leurs frères de classe immigrés, comme demain la plus grande partie de leurs camarades, n'ont plus le choix. Selon la vieille parole du Manifeste communiste, ILS N'ONT PLUS A PERDRE QUE LEURS CHAINES !

Les noms de Longwy et de Denain sont un encouragement et un exemple pour toutes les luttes en cours et à venir. Ecœurés des pratiques de collaboration de classes de leurs soi-disant « dirigeants », des éternelles parloteries autour des tapis verts, des cortèges d'enterrement où l'on voulait les enfermer, les ouvriers ont ouvert une brèche dans la double digue des protections bourgeoises et du cordon sanitaire établi par les partis ouvriers bourgeois et les appareils syndicaux qu'ils contrôlent. Refusant les promesses pacifiques, ils sont allés affronter la police et les CRS, les bandes armées du capital ; refusant d'obéir aux larbins du PC et de la CGT qui voulaient les faire rentrer à l'usine comme on rentre à l'étable, ils sont restés ensemble dans la rue et ont montré leur force de classe. Du coup la bourgeoisie, qui jusque-là affichait son intransigeance, a été contrainte de faire un pas en arrière et de faire quelques concessions. Ce que des mois de négociations « responsables » n'avaient pu obtenir, la colère des ouvriers l'a provoqué en un jour.

Mais ce n'était qu'un pas en arrière. Si la classe ouvrière ne peut profiter immédiatement de la brèche ouverte pour s'y engager massivement et l'élargir, on peut faire confiance à la bourgeoisie et à ses larbins « de gauche » pour tenter de la refermer en cherchant à calmer les prolétaires et à agiter des soi-disant « solutions » pour tromper les ouvriers : création de sociétés-bidon pour diviser les travailleurs et les licenciés par petits paquets, préretraites avec salaire amputé, etc., sans oublier le terrorisme policier pour faire partir les immigrés. On peut faire confiance au PC et aux bonzes de la CGT pour essayer de détourner la lutte dans les marais du chau-

vinisme, dans la revendication de la fermeture des frontières (à l'unisson avec Chirac et compagnie), de la défense de l'entreprise et de « la production française », mots d'ordre ignobles qui cherchent à opposer entre eux les prolétaires des différents pays dans une guerre économique dont ils ne peuvent être que les victimes. On peut faire confiance aux uns et aux autres pour essayer de détourner la colère ouvrière avec la farce parlementaire du « grand débat sur l'emploi » que PC, PS et UDR se sont empressés de combiner comme larrons en foire avec la bénédiction de Giscard.

Ce qui doit guider l'action de la classe ouvrière, ce n'est pas la « compétitivité » de l'économie capitaliste, c'est la défense des intérêts de classe du prolétariat, la lutte contre la misère qu'il ne peut pas et ne doit pas supporter ; ce n'est pas la recherche de solutions spécifiques ou locales, mais la lutte pour les revendications communes à tous les salariés :

- PAS DE LICENCIEMENTS OU BIEN SALAIRE INTEGRAL AUX LICENCIÉS (à la charge des licenciés et de l'Etat).
- REDUCTION MASSIVE DU TEMPS DE TRAVAIL (35 h tout de suite sans réduction de salaire).
- SALAIRE MINIMUM A 2.800 F ET 500 F POUR TOUS IMMEDIATEMENT POUR RATRAPER LES PERTES DE POUVOIR D'ACHAT.

C'est en luttant pour ces revendications communes, c'est en refusant toutes les divisions et discriminations que la bourgeoisie crée en son sein, en apportant généreusement son aide aux catégories les plus menacées (hors statut, jeunes, femmes, et surtout nos frères de classe immigrés que les bourgeois voudraient chasser après les avoir

pressurés) que la classe ouvrière pourra avancer dans la voie de l'unité réelle des rangs prolétaires. Au-delà des résultats immédiats, c'est cette unité qui constitue le résultat le plus important de sa lutte.

Les bourgeois et leurs valets réformistes cherchent à éviter la lutte de classe ; les prolétaires, eux, doivent l'organiser. La classe ouvrière n'est forte que par son organisation et l'utilisation de ses armes de classe dans la lutte directe contre le capital :

- la grève la plus large possible sans limitation préalable de durée,
- l'organisation de l'autodéfense ouvrière contre la violence, « légale » ou non, de la bourgeoisie.

Intérêt de classe contre intérêt de classe, force contre force, organisation contre organisation, tels sont les mots d'ordre qui doivent s'imposer ! La tâche la plus urgente des ouvriers combattifs est de s'unir sur ces revendications et ces méthodes, par-dessus les barrières d'entreprise et de catégorie, par-dessus les murs des boutiques syndicales, et d'organiser sur ces bases la masse des prolétaires qui se mettent en mouvement, en opposant au front uni de la bourgeoisie et des réformistes un véritable front prolétarien de défense et de lutte contre l'offensive capitaliste.

C'est en constituant ce véritable front de lutte prolétarien que nous pourrons nous défendre contre l'attaque du capital ; c'est seulement ainsi que nous pourrons, aujourd'hui accroître notre force et notre union, demain obliger le capital à reculer, et avancer sur la voie de notre émancipation définitive, qui ne pourra venir que de la destruction révolutionnaire du capitalisme et de l'instauration de notre dictature de classe.

Parti Communiste International.

Les 35 heures tout de suite !

« Les 35 heures ne sont pas une revendication immédiate mais un but à atteindre par étapes diversifiées », vient d'annoncer Mercier, de la CFDT, pour l'ouverture d'une « semaine d'action » sur ce thème. Autrement dit, comme la CGT, surtout pas les 35 heures tout de suite ! — Que deviendraient les petits patrons, qui ne survivent que par l'exploitation forcée de travailleurs à des 48 à 54 heures par semaine ? Que deviendrait notre économie nationale qui doit pouvoir décider au mieux de ses intérêts du calendrier selon lequel elle choisira de réduire ou d'augmenter les horaires et l'intensité du travail ? Mais que deviennent les travailleurs soumis d'une part aux dégraissages massifs, d'autre part à l'intensification constante de l'exploitation de leur force de travail ? C'est le dernier souci des syndicalistes responsables, ce doit être le premier des communistes !

Sur la grève dans les PTT

Le manque de place nous interdit malheureusement de tirer dans ce numéro les leçons de la magnifique grève qui s'est déroulée dans les centres de tri postal de la région parisienne, et même de publier le tract de bilan diffusé par nos militants sur les principaux centres. Nous y consacrerons un article dans le prochain numéro.

Souscription permanente

Bordeaux, 280,50 F ; Lille, 171 F ; Strasbourg, 828 F ; Angers, 699 F ; Grenoble, 147,20 F ; Lyon, 154 F ; La Ciotat, 30 F ; F., 4,50 F ; T., 240 F ; Aix, 17 F ; Paris, 2.870 F ; à la mémoire du camarade Bruno Bibbi, 100 F ; soutien Nantes, 81 F ; un lecteur Autun, 20 F. — Total : 5.642,20 F.

Denain, après la flambée de colère ouvrière

Comme nous le disions dans le numéro précédent de ce journal, les prolétaires, sous la pression exercée par le capital, retrouvent leur instinct de classe. Non pas graduellement mais par de brusques sursauts. Les affrontements qui ont eu lieu à Denain les 7 et 8 mars derniers sont une illustration parfaite de la situation à laquelle se trouve confronté l'ensemble de la classe ouvrière.

D'un côté, l'Etat bourgeois, pressé par la concurrence internationale et les rivalités inter-impérialistes, accélère l'offensive antiprolétarienne déjà entamée depuis plusieurs années et, avec cynisme, attaque brutalement des secteurs entiers de la classe ouvrière (comme les travailleurs immigrés, les sidérurgistes, les travailleurs des chantiers navals, etc.).

D'un autre côté, les partis soi-disant ouvriers doivent tendre toute leur énergie afin de canaliser la colère ouvrière dans des perspectives antiprolétariennes, autour de mots d'ordre comme « Vivre et travailler au pays », tout aussi chauvins que le fameux « Fabriquons français » (ou même, « Fumons français ») ! C'est ce qu'avaient inscrit les cégétistes du SEITA à Lille lors de la manifestation du 16 février !!!).

Quant aux prolétaires, l'explosion qui a eu lieu à Denain et qui les a surpris eux-mêmes, permet de voir quelles sont aujourd'hui les conditions de l'affrontement avec la bourgeoisie. En effet, ce qui a « provoqué » la formidable riposte des ouvriers à Denain à l'agression policière, c'est précisément sa sauvagerie. Le réflexe qui a prévalu et que les bonzes ont été incapables d'endiguer, c'est qu'il fallait opposer la force à la force, répliquer aux CRS par la violence de masse et avec la plus grande décision. Nul doute que des milliers de travailleurs ont appris la leçon en voyant leurs camarades de Denain affronter les CRS et les gendarmes mobiles, élever des barricades, bombarder

les forces de l'ordre à l'aide de pierres et de cocktails molotov, sans parler des jeunes prolétaires, armées de frondes et même de quelques carabines, qui n'ont pas hésité à risquer jusqu'à leur vie dans la nuit du 7 au 8 mars... Ce n'est pas le désespoir qui a poussé les travailleurs à utiliser ces méthodes car, même si beaucoup d'entre eux n'entrevoient aucune solution à la crise — ce qui en dit long sur la force de persuasion du PC et du PS —, c'est avant tout la nécessité de montrer sa détermination, sa force face aux bandes armées du capital qui a triomphé. Ainsi la première leçon des affrontements de Denain, outre que c'est précisément eux qui ont fait reculer provisoirement sur les licenciements l'Etat et les patrons de la sidérurgie et lâcher des concessions économiques non envisagées jusque-là, c'est que les travailleurs ont d'emblée écarté le pacifisme dès qu'ils ont pu voir clairement leur ennemi irréductible prêt à les écraser par la force (les agressions du 7 mars contre les travailleurs, alors mains nues, ont été d'une violence inouïe). Il semble bien que cette leçon ait été entendue partout. Mais la formidable flambée de colère est aujourd'hui en apparence éteinte.

Cependant, pour arriver à ce résultat, les forces de police ont dû se retirer de Denain. Après avoir été sur la défensive face aux ouvriers utilisant leur force de classe, elles ont cédé le terrain et les prolétaires se sont sentis vainqueurs. Mais immédiatement aussi est apparu le terrible vide que constitue l'absence d'organisations de classe capables de maintenir la cohésion et de tirer toutes les leçons de ce formidable épisode.

L'appareil syndical, impuissant jusque-là, a été alors capable de faire rentrer les ouvriers à l'usine et toutes les difficultés pour les travailleurs de mener leur propre lutte, y compris contre les bonzes, sont alors apparues. Cependant l'oppor-

tunisme n'a pu en tirer vraiment avantage. Cela s'est révélé lorsque Ségué venu à Denain le 9 (sa visite était prévue de longue date) n'a pu faire le plein des travailleurs de la région qui avaient participé aux affrontements. Encore plus lors de la manifestation du 10 mars qui était appelée régionalement par la CGT, la CFDT et la FEN avec l'appui du PC, du PS et du PSU. Ce défilé, nombreux mais fortement encadré par tous les bonzes du coin, n'a pas été énorme, il a même été déserté par une bonne partie des travailleurs d'Usinor-Denain eux-mêmes et surtout par toute la jeunesse ouvrière qui avait été à la pointe des affrontements avec les CRS et qui ne s'embarrasse pas du carcan syndical. La fin de cette manifestation a, elle aussi, été hautement significative. Les milliers d'ouvriers présents, dans leur grande masse fortement influencés par le « bon sens » de l'opportunisme, ont laissé les bonzes discourir sans eux ; ils ont carrément voulu ignorer leurs discours lamentables (les opportunistes s'accrochaient entre eux, CGT contre CFDT, PC contre PS) en leur reprochant aussi bien le parcours de la manifestation que son absence de perspective.

De petits groupes d'ouvriers, comme ceux venus de Longwy, malgré ces conditions terribles et démobilisatrices, montraient cependant leur détermination et la tension était forte autour d'eux. Toutes ces péripéties ne sont pas le résultat de circonstances particulières, au contraire. Si, en effet, conditions particulières il y a, elles sont particulièrement défavorables dans une région où la classe ouvrière a été brisée de nombreuses fois et où l'appareil opportuniste secondé par le « mouvement chrétien » est omniprésent. Elles ont une portée générale indéniable : les travailleurs ont réagi sur leur terrain et l'opportunisme n'a pas pu les empêcher. C'est seulement la force ouvrière (Suite p. 8.)

Défendre et renforcer les Comités de soutien

(Suite de la page 6)

Nous devons enfin montrer, en conclusion du point précédent, que la lutte est forte dans la mesure où ses participants et surtout ses dirigeants se donnent une vision claire des intérêts généraux et historiques de la classe ouvrière, ce à quoi notre parti tend, par la propagande individuelle mais aussi en tirant les leçons de la lutte et des autres luttes de la classe, sur la base de sa propre expérience et non artificiellement.

Il s'ensuit qu'à notre avis, la tâche de toute organisation immédiate qui vise réellement à l'union des rangs ouvriers est non pas de donner une direction politique artificielle à ses membres mais de les inciter à ne pas avoir peur de la discussion et de la lutte politique, de favoriser la discussion politique, la confrontation des expériences de la classe ouvrière et des divers programmes en présence, d'éduquer ses membres dans l'idée de contrer par la bataille politique la propagande constante et omniprésente de la bourgeoisie et de ses valeurs, de fortifier la lutte en l'aidant à affronter politiquement ses adversaires.

Ne pas faire cela n'empêche nullement la pénétration de la « politique dans les foyers », et surtout de la pire des politiques, ne serait-ce que parce que la télévision est aux mains de la bourgeoisie et que les ouvriers la regardent.

Il est important de montrer que nous comprenons — et encourageons — les réactions des travailleurs aux trahisons répétées des partis politiques officiels, et même des courants d'extrême-gauche vis-à-vis de la lutte présente comme de toutes les luttes (grèves, lutte contre la colonisation, etc.) mais nous devons dire que nous attribuons cette trahison non au fait que ces partis sont des partis mais au fait qu'ils font une mauvaise politique ; elle n'est pas due non plus au fait qu'ils seraient des partis se limitant à « défendre les ouvriers français », mais au fait qu'ils trahissent les intérêts généraux de la classe ouvrière et qu'ils trahissent donc par conséquent aussi bien ceux des prolétaires français qu'immigrés, qui ont les mêmes intérêts face au capitalisme.

B. — Les Comités de soutien doivent avoir une activité « ouverte » vers l'extérieur. Ils doivent effectivement tendre à

dépasser leur caractère limité pour « toucher les masses », mais cela ne peut être que sur la base de la plate-forme de la lutte, et non au prix de l'abandon de ses principes qui ne pourrait entraîner que son affaiblissement.

Notre attitude de ce point de vue n'a d'ailleurs pas à être différente de celle du passé, mais il peut être opportun de la rendre plus explicite et plus systématique.

Il est clair pour nous que les rapports des Comités de soutien avec des partis politiques ou des syndicats ne sont pas une question de principe mais d'opportunité. Nous-mêmes n'hésitons d'ailleurs pas — et c'est bien ce qui s'est passé pour cette lutte — à donner un appui direct [...] à une organisation immédiate, du moment que nous le jugeons utile à la lutte prolétarienne et que la fonction et le but de cet appui est strictement défini et pour l'organisation immédiate en question et plus encore pour nous. Mais c'est également vrai au moins théoriquement pour ce qui concerne les rapports des Comités de soutien avec les syndicats puisque nous favorisons la liaison avec les autres organisations rassemblant les prolétaires sur le terrain de la lutte immédiate.

Nous ne pouvons donc pas faire entrer les rapports des Comités de soutien ou de résidents ou de la Coordination avec les partis ou syndicats dans un quelconque formalisme, mais nous devons au contraire en faire une question de fond, aider à ce que ces rapports aient lieu sur des principes parfaitement clairs de manière à ce que la lutte sorte affermie et non amoindrie de ces rapports.

De plus, nous ne pouvons pas empêcher, surtout dans les conditions présentes où le poids des manœuvres opportunistes (notamment de la CFDT) se manifeste non seulement dans les Comités de soutien mais aussi dans le Comité de Coordination, que des relations aient lieu entre la Coordination ou les Comités de résidents et de soutien et les bureaucraties syndicales ou les partis de gauche.

C'est la raison pour laquelle tout en donnant notre avis sur le résultat négatif immanquable, auquel nous devons nous attendre, des contacts avec les bureaucraties syndicales — notamment la CFDT — et les partis de gauche, nous devons

surtout combattre la propension à reculer sur les principes de la lutte pour obtenir des résultats qui se sont jusqu'ici révélés tout à fait contraires aux objectifs recherchés.

Ceci dit, nous devons en même temps montrer que s'il nous paraît tout à fait vain de chercher à influencer des partis politiques (ou des organisations locales de ces partis) même si nous ne sommes pas indifférents à leurs prises de position — pour la bonne raison que leurs membres y adhèrent à un programme donné — nous ne pouvons renoncer en revanche à chercher à faire un travail en direction des ouvriers syndiqués qui adhèrent au syndicat sur la base de leur volonté de se défendre, au moins en théorie, ce qui permet au moins l'hypothèse, même si nous savons que cela ne peut être qu'une exception, que des sections syndicales prennent position sur la plate-forme de la lutte.

Mais nous devons dire qu'étant donné la propagande menée par les bureaucraties syndicales, cela n'est possible que par un combat ouvert contre les directions syndicales qui refusent de « reconnaître le Comité de Coordination ». Ceci nous oblige d'une part à préparer le terrain par une propagande appropriée, dont le but n'est pas la conquête en soi de l'appui d'une section syndicale mais la solidarité de la base ouvrière avec la lutte, que ce soit par le syndicat ou en dehors de lui. Ceci nous oblige d'autre part à combattre les conceptions des spontanistes et suivistes [...] qui visent à faire dépendre l'appui réel de groupes de travailleurs syndiqués de la prise de position officielle de la section dans laquelle ils travaillent, ce qui les conduit ou bien à obtenir par des manœuvres une déclaration officielle d'appui confuse et sans suite pratique, sauf celle de tromper les ouvriers, soit de rendre impossible la solidarité des ouvriers déjà prêts à la lutte. D'ailleurs, tout cela a déjà été développé dans les articles consacrés à la CFDT dans Le Proletaire de novembre et décembre 1978.

De plus, sans pour autant empêcher l'expérience et tout en donnant à l'avance notre avis sur le résultat escompté, nous avons le devoir d'exiger qu'un bilan soit tiré de cette expérience afin que la lutte puisse avancer. [...]

Contre toutes les variantes du social-impérialisme

(Suite de la page 2)

Il sait bien, cependant, que l'autarcie est impossible, puisqu'il dit que « les tendances récentes à la résurgence du protectionnisme ne peuvent rester que secondaires, la production devenant de

Denain, après la flambée...

(Suite de la page 7)

qui a fait céder la force bourgeoise et c'est seulement après que l'opportunisme a pu essayer de faire croire à sa victoire en faisant défiler pacifiquement les ouvriers. Mais inévitablement demain, à Denain, et ailleurs, l'attitude pratique anti-ouvrière des bonzes sèmera la haine de l'opportunisme parmi les ouvriers et c'est même largement commencé ! Que les travailleurs fassent le pas indispensable et se dégagent de son emprise politique est une affaire bien plus difficile. L'intervention des éléments les plus avancés et des communistes révolutionnaires doit être à la hauteur de cette exigence : mettre les travailleurs en garde contre l'idée qu'un simple renouvellement de l'appareil syndical serait suffisant, leur montrer que c'est l'opportunisme ouvrier et pas seulement les individus qu'il faut chasser des rangs ouvriers, tendre à l'organisation véritable du front de classe prolétarien contre le front constitué de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Cette rude bataille se nourrit de la lutte de classe elle-même, mais elle doit aussi être en avance sur les exigences immédiates et montrer aux travailleurs les revendications, les méthodes et même les buts généraux dont ils doivent s'emparer !

plus en plus mondiale et soumise à la concurrence acharnée des monopoles. La France particulièrement, avec son industrie partout ébranlée, ne peut ériger beaucoup de barrières à ses frontières ». Alors ? Alors, il faut se tourner vers les pays par rapport auxquels la France fait encore figure de puissance économique : « Il faut développer les échanges et les productions communes sur la base de l'intérêt mutuel et du respect de l'indépendance de chacun ; les pays en développement sont particulièrement concernés par l'établissement de relations fondées sur ces principes de coopération, qui sont ceux que défend le PC ». Il n'est pas le seul d'ailleurs, mais on comprend pourquoi il a mis tant d'acharnement après 1945 à défendre l'Empire colonial, rebaptisé Union Française, et fondé comme chacun sait sur... l'intérêt mutuel du loup et de l'agneau ! Face à la concurrence « sauvage », le PCF défend les vieilles zones de domination et d'influence de l'impérialisme français.

Il n'est pas difficile de voir que derrière ces deux orientations, qui s'accusent à bon droit de collaborer avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie, il y a les deux orientations entre lesquelles oscille le capitalisme français.

L'une, celle du grand capital dynamique, veut relever le défi du marché mondial et de sa concurrence, et s'y impose comme capitalisme rentable et compétitif. Elle s'appuie sur la classe moyenne moderne, technocratique, qui voudrait éliminer les structures archaïques et parasitaires du capitalisme « à la papa » et attirer les couches supérieures du prolétariat dans la participation et l'auto-gestion.

L'autre reflète les aspirations des petits et moyens capitalistes laminés par les

monopoles, la concurrence et la concentration, et qui cherchent à utiliser l'Etat comme instrument de protection à l'intérieur comme à l'extérieur. Elle s'appuie sur la petite bourgeoisie classique et sur une aristocratie ouvrière habituée à recevoir les miettes de ses festins.

La bourgeoisie française balance entre ces deux orientations, tout en préférant la première qui seule offre des perspectives d'avenir, parce qu'elle n'a la force de réaliser véritablement ni l'une, ni l'autre ! Mais elle essaie. Et, pour l'une comme pour l'autre, elle essaie d'obtenir la solidarité et l'adhésion des prolétaires qui, de toute façon, devront payer...

C'est à ça que servent les « plans » et les « solutions » concoctés par les partis pseudo-ouvriers, par les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. PC et PS, CFDT et CGT ont bien raison de s'accuser mutuellement de nationalisme ou de monopolisme cosmopolite, de défendre les trusts ou les PME. Les uns comme les autres avancent des solutions bourgeoises. Mais, aujourd'hui, toute politique bourgeoise est forcément impérialiste. L'impérialisme financier n'est pas moins belliciste que celui de la canonniers, l'impérialisme de la rentabilité n'est pas moins agressif que l'impérialisme des chasses gardées. Tout en essayant de briser aujourd'hui les luttes ouvrières au nom de leurs projets de sauvetage de l'économie nationale, de rendre dès à présent les prolétaires solidaires de la bourgeoisie dans la guerre économique, ils les préparent à l'Union sacrée pour demain, dans la guerre tout court.

C'est cela, le social-impérialisme, que le prolétariat doit combattre sous toutes ses variantes pour retrouver sa voie de classe.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 4

N° 5 (10 marzo 1979)

il programma comunista

- Il socialismo è internazionale ed internazionalista o non è socialismo
- La parola guerra sarà termine quotidiano nel Sud-Est asiatico, aprendo un ciclo di portata mondiale
- Il « taglio della spesa pubblica » necessita internazionale del capitalismo
- La crisi siderurgica, una « crisi di settore » ?
- Sessant'anni fa nasceva la Terza Internazionale
- Gran Bretagna : L'Inghilterra a un bivio : la socialdemocrazia è in crisi
- L'Europa degli scioperi
- Il cuore di Wall Street batte per la Cina
- Confessiamoci : dedicato agli « Orfani »
- Dal « socialismo in un solo paese » alla guerra fra paesi « socialisti »
- La polizia scheda lo sciopero degli ospedalieri fiorentini.

★

EL PROGRAMA COMUNISTA

★

Communist Program

★

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 12 avril et le 10 mai, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 31 mars et le 7 avril.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit le 31 mars, les 7 et 21 avril.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 mars et le 29 avril.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 1^{er} et 15 avril.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 25 mars, 8 et 22 avril, 6 et 20 mai.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 1^{er} avril et le 6 mai.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 15 avril et le 20 mai.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926